

Combattantes de l'ombre

Les femmes impliquées dans la Résistance ne constituent pas un groupe socialement homogène (paysanne, ouvrière, aristocrate, intellectuelle, ...) « *Leur rôle, selon Maurice Loupias, alias « Bergeret », pour avoir été moins spectaculaire que celui des combattants, n'en fut pas moins essentiel.* » Au 25 avenue Georges Pompidou, le lycée de jeunes filles de Périgueux où elle fit ses études porte, depuis 1969, le nom de **Laure Gatet** **31**, périgourdine d'adoption, brillante universitaire, membre de *CND-Castille*, premier réseau historique de la France Libre, arrêtée le 10 juin 1942, internée successivement à Bordeaux (caserne Boudet, fort du Hâ), à Paris, (Santé, Fresnes, Romainville), puis à Compiègne. Déportée à Auschwitz (convoi du 24 janvier), elle s'y éteint, le 25 février 1943.

La protection des réfugiés et des enfants juifs

Ceux qui sont menacés et en situation d'être arrêtés, exposés à être condamnés parfois au pire, cherchent à échapper à leur sort dans la mesure de leurs moyens. Il s'est heureusement trouvé des Français, des Périgourdins de bonne volonté, qui entreprirent courageusement d'agir en aidant celles et ceux sur qui pesaient ces menaces.

Au 33 rue Chanzy, l'école catholique **Saint-Jean** **11** fut un havre de paix pour une vingtaine d'enfants accueillis, cachés et protégés, dès 1941, au sein de l'établissement où ils sont mêlés aux autres élèves au nez et à la barbe des collègues miliciens par le directeur, Alexandre Berbonde et son épouse Marcelle, qui furent élevés à la dignité de « Justes parmi les Nations » et l'abbé Marcel Sabouret, aumônier.

Répression et lieux de souffrance des résistants

A Périgueux, les principaux lieux de détention des prisonniers victimes de la politique d'exclusion, de répression et d'enfermement mise en place par l'Etat français ou l'occupant allemand sont la caserne du 35^e RAD et la maison d'arrêt Beleyme.

Au 2 place Beleyme, sur la façade de la **Maison d'arrêt** **28**, une plaque apposée en 1947, à l'initiative de Amicale belge de la Dordogne, rappelle qu'il s'est trouvé dans les geôles de Vichy des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire qui ont résisté comme **Jean-René Faure**, chef de réseau du service de renseignement *Combat* en Dordogne, impliqué dans un réseau d'évasion vers l'Espagne, arrêté le 18 mai 1943, interné au fort de Romainville, fusillé par l'occupant, tout comme André Boissière, le 2 octobre 1943, au Mont-Valérien.

Le monument que les Périgourdins appellent le « *Cénotaphe* » **1** est devenu l'un des symboles les plus marquants de la Résistance périgourdine et l'un des hommages les plus forts « *à tous ceux qui ont lutté et qui sont morts pour la Libération* ». Devenu, dans le cadre du réaménagement de la Place Montaigne, le **monument de la Résistance et de la Déportation** (inauguré en 1987) honore la mémoire de cinq Périgourdins « *achevés sur la place Montaigne, sans autre témoin, semble-t-il que leurs bourreaux et sans autre lumière que celle des étoiles* ».

Des pierres qui relient les hommes

De nombreuses « *marques du souvenir* » existent dans notre cité. Elles nous sont si familières que nous passons devant sans les voir. Pourtant, ces traces « *qui dessinent en autant de lieux un paysage du souvenir* », « *évoquent tant d'efforts, de souffrances et de gloires : l'action d'hommes et de femmes qui, parfois au prix de leur vie, ont fait la France* ».

Parmi les divers monuments ou statues érigés sur le square de la place du Maréchal-Leclerc, le plus important est la « **Pierre éducative** » **33**, stèle érigée, en ce lieu, en novembre 1971, par le *Comité pour Léguer l'Esprit de la Résistance*, dans le but d'éduquer les populations au développement de la tolérance. Deux petites stèles le complètent.

Périgueux dans la Seconde guerre mondiale

5 septembre 1939 : Périgueux, en vertu d'un plan d'évacuation prévu de longue date par l'Etat-major, accueille des réfugiés alsaciens, une partie de la population de Strasbourg ainsi que le personnel des administrations et des services publics de cette ville. Ce sont près de 12000 personnes repliées qui investissent le canton de Périgueux.

Dès le 10 juillet 1940, Périgueux vit à l'heure de l'État français. La « Révolution Nationale » passe par l'élimination politique et sociale de « l'Anti-France » (communistes, francs-maçons, Juifs) : interdiction des sociétés secrètes, persécutions, rafles et déportations, ...

En réponse au débarquement allié en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, les troupes de la Wehrmacht entrent dans la ville qui, désormais et jusqu'à la fin de la guerre, est aux mains des Allemands.

En Dordogne et à Périgueux notamment, comme partout en France, se lèvent des hommes qui, refusant l'humiliation de la défaite, décident de lutter contre l'occupant, de coordonner leur action et d'unifier leurs projets politiques. Le Périgord et Périgueux payent un lourd tribut à la répression avec des centaines d'arrestations et interrogatoires, de très nombreux internés, fusillés ou déportés. Périgueux est totalement libérée le 19 août 1944, la Dordogne le 25 août. De nombreux Périgourdins, issus de l'AS ou des FTP, décident malgré tout de continuer le combat, sont intégrés dans les Forces Françaises de l'Intérieur et/ou, ensuite, amalgamés à la nouvelle armée française renaissante, majoritairement sur le Front de l'Atlantique ou jusqu'en Alsace (dans les rangs de la première Armée Française, notamment au sein de la Brigade indépendante d'Alsace-Lorraine).

A Périgueux, le 24 août 1944, commencent les exhumations des corps des fusillés du 35^e RAD. Ils sont enterrés le 26 août suivant, lors d'une cérémonie grandiose. Le 6 septembre 1944, Pierre Boursicot, commissaire de la République de Limoges, vient proclamer à Périgueux la naissance de la IV^e République. Pierre Pugnet, président du Comité communal de Libération, est élu maire de Périgueux lors de la session extraordinaire du 5 octobre 1944.

Il existe dans notre cité d'autres lieux de mémoire significatifs :

- Le « **Mur des Fusillés** », (rue du 5^e Régiment de Chasseurs, quartier Saint-Georges) rendant hommage aux 45 otages exécutés par l'occupant entre le 5 juin et le 17 août 1944, monument orné d'un groupe sculpté, œuvre de Gilbert Privat (Grand Prix de Rome), inauguré, en présence du général Koenig, le 17 octobre 1954. Une cérémonie s'y déroule chaque 19 août.

- La **stèle** (dans le carré militaire du cimetière du nord) à la mémoire des **Géorgiens**, enrôlés de force dans le bataillon d'infanterie géorgienne n° 799, déserteurs de la Wehrmacht ayant rejoint la Résistance française, fusillés le 10 décembre 1943.

- Les **tombes des membres de l'équipage du Mosquito de la R.A.F.** tombés en mission à Borie-Bru près de Périgueux le 5 août 1944 peuvent être observées dans ce même cimetière.

Laissez-vous conter Périgueux, « **Ville d'art et d'histoire** »...

... en compagnie d'un guide-conférencier agréé par le ministère de la Culture et de la Communication

Le guide vous accueille. Il connaît toutes les facettes de Périgueux et vous donne des clefs de lecture pour comprendre le patrimoine bâti et le développement de la ville, riche de plus de 2000 ans d'histoire.

Le service Ville d'art et d'histoire

Le service « Ville d'art et d'histoire » propose toute l'année des visites-découvertes autour de thématiques très variées pour les groupes, les individuels et les scolaires. L'animateur de l'architecture et du patrimoine se tient à votre disposition pour tout projet.

Périgueux appartient au réseau national des « Villes et Pays d'art et d'histoire »

Le ministère de la Culture et de la Communication, Direction générale des patrimoines, attribue l'appellation « Villes et Pays d'art et d'histoire » aux collectivités locales qui préservent et valorisent leur patrimoine. Il garantit la compétence des guides-conférenciers et des animateurs de l'architecture et du patrimoine ainsi que la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XXI^e siècle, les villes et pays mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Aujourd'hui, un réseau de 167 villes et pays vous offre son savoir-faire dans toute la France.

A proximité de Périgueux

Bayonne, Bordeaux, Pau, Sarlat, Pays du Béarn des Gaves, Bordeaux, Pays des Pyrénées béarnaises bénéficient de l'appellation « Villes et Pays d'art et d'histoire ».

Service Ville d'art et d'histoire de la Ville de Périgueux

Contact : Martine Balout, Animateur de l'Architecture et du Patrimoine

Mairie - Place de l'Hôtel de Ville - 24000 Périgueux

Tél. 05 53 02 82 00 - www.perigueux.fr



Remerciements :
Ville de Périgueux / Service Ville d'Art et d'Histoire
© Photos Illustrations : Collections privées

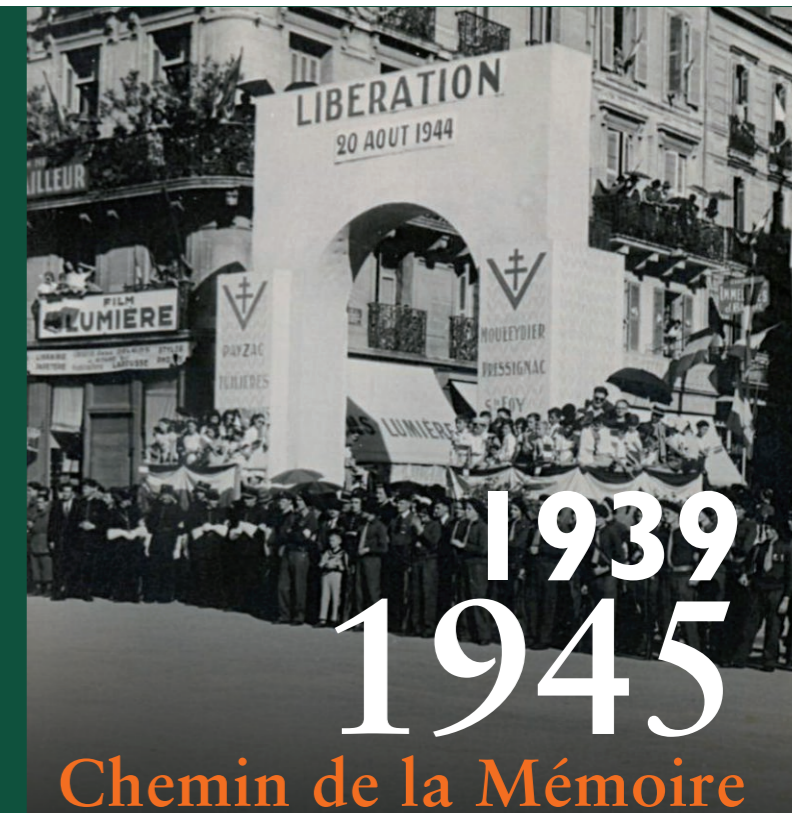
Edition juillet 2013

Document réalisé par la Ville de Périgueux
avec l'aide de l'Association Nationale
des Anciens Combattants et Ami(e)s
de la Résistance (ANACR)

Couverture : Commémoration de la libération de Périgueux,
20 août 1944.

© Photos : Ralph Finkler

Conception-impression SPP Numérique - Tél. : 05 53 35 81 80



1939 1945

Chemin de la Mémoire

Périgueux

dans la Seconde guerre mondiale



Rue Voltaire Charles Mangold Gymnase Secrestat Le Palace, rue Bodin André Saigne Joachim Clech André Boissière Laure Gatet Ecole catholique Saint-Jean Jean-René Faure

1939-1940 : Strasbourg à Périgueux

Prévue de longue date, l'évacuation de l'Alsace amène, dès le 5 septembre 1939, plusieurs trains de « repliés » bas-rhinois en gare de Périgueux (cf. circuit *Périgueux à l'heure alsacienne*). La capitale du Périgord accueille, dès lors, outre les sociétés et commerces, les services administratifs de la ville de Strasbourg.

La plaque 2, dévoilée 2 bis rue Voltaire le 25 août 1946, rappelle l'emplacement du bureau du maire de Strasbourg. L'Hôtel de Ville situé rue Wilson (ancienne Chambre de Commerce et d'Industrie) accueille les 19 décembre 1939 et 27 avril 1940 deux conseils municipaux de Strasbourg.

Rue Charles Mangold 6: Alsacien, pionnier de la Résistance en Dordogne et chef de l'Armée Secrète Dordogne-Centre, il est arrêté sur dénonciation, le 7 août 1944, supplicié, interné à la caserne du 35^e RAD (Régiment d'artillerie divisionnaire) où il tente de se donner la mort et exécuté le 12 août 1944, une semaine avant la libération de Périgueux.

Evoquant, par sa forme, les contours du département du Bas-Rhin, la plaque, inaugurée le 2 septembre 1979, dans le Parc Aristide-Briand 7, est là pour rappeler que « les liens qui se tissèrent à l'époque entre ressortissants des deux départements ne se sont jamais au fil des années distendus, bien au contraire ».

Périgueux à l'heure du régime de Vichy

Le 10 juillet 1940, députés et sénateurs, réunis à Vichy, votent à une très forte majorité les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain qui devient « Chef de l'Etat français ». C'est la fin de la III^e République et de la démocratie. L'Etat français, xénophobe et raciste, se lance, dès l'été 1940, dans une politique d'exclusion. Les francs-maçons figurent, pour Vichy, parmi « la canaille ». Dès le 13 août 1940, les loges de toutes les obédiences sont fermées. L'autorité préfectorale fait preuve de zèle antimaçonnique et se charge, dès la fin de l'année 1940, de faire effacer tous les emblèmes maçonniques figurant sur les façades des loges. Celle du temple maçonnique de Périgueux 3, rue Saint-Front, a été restaurée à l'identique en 1987.

En représailles d'un attentat contre deux officiers allemands à Paris le 13 février 1943, des rafles sont déclenchées dans la France entière. Zyndel Weismark 4, Juif polonais, tailleur installé en 1934, à Périgueux est arrêté, le 28 février 1942. Traqué comme juif et comme ancien brigadiste communiste durant la Guerre d'Espagne, il est d'abord interné au camp du Vernet, en Ariège, puis à Gurs d'où il est transféré le 27 février 1943, à Drancy.

Déporté, le 4 mars 1943, par le convoi n° 50 à destination de Majdanek, il y décède le 9 mars 1943 à l'âge de 37 ans.

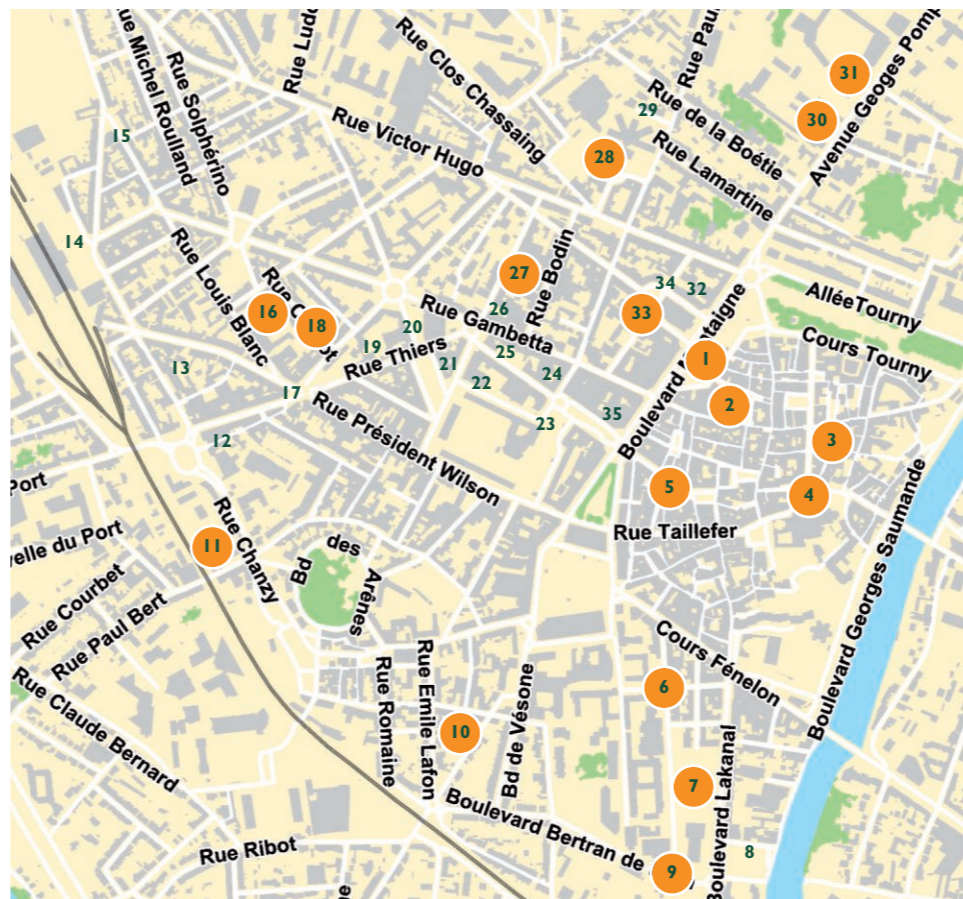
L'ampleur de la tragédie qui s'est déroulée au gymnase Secrestat 10, réquisitionné le 20 février 1943 par le préfet de la Dordogne, a été révélée par Bernard Reviriego qui a revu à la hausse le bilan établi au moment de la pose des plaques (au moins 110 hommes internés [...] déportés, via Drancy, par les convois n° 50 et 51, des 4 et 6 mars 1943).

Cette opération de « nettoyage » de la ville de Périgueux, exclusivement décidée par la Milice, conduit, le 10 mai 1944, au Palace 27, 15 rue Bodin, 211 personnes : 50 sont relâchées le jour même par la commission de triage, les 161 autres menées à Saint-Paul d'Eyraud. Une trentaine est dirigée vers l'Allemagne et d'autres affectées à la base sous-marine de Bordeaux (organisation Todt). Une plaque rappelle leur souvenir.

Mouvements de la Résistance

En Dordogne, la Résistance a commencé très timidement et très discrètement au cours de l'année 1940. Elle ne concerne que quelques poignées d'hommes qui se cherchent et finissent par se contacter très prudemment. Au cours de l'année 1941, des antennes plus importantes s'implantent. Les principaux mouvements (*Combat, Libération, Franc-Tireur, Front National*) y sont présents et s'organisent.

Dans les murs de l'institution Saint-Joseph 30, 23 avenue Pompidou, le mouvement *Combat* tente, en juin 1942, dans le centre du département, peu organisé, de se structurer en essayant de rassembler les hommes de bonne volonté, à l'initiative d'Edmond Michelet, chef des démocrates catholiques de la Corrèze. Tous payeront chèrement leur engagement.



Ce Chemin de la Mémoire de la Ville de Périgueux est riche de 35 lieux symboliques. Signalés par des pastilles oranges, 17 sont décrits dans ce document. Par ailleurs, pointés en couleur verte, 18 autres ont leur histoire développée dans *PERIGUEUX des Chemins de la Mémoire / vol.2* (ouvrage publié par l'ANACR 24) :

(8) place du 8 Mai 1945, (12) avenue du Maréchal-Juin, (13) rue des Frères-Peyronnet, (14) hall de la Gare S.N.C.F., (15) rue Michel-Roulland, (17) place Pierre-Lanxade, (19) école Solange-Pain, (20) 3 rue Thiery : Aide Sociale Israélite du Bas-Rhin, (21) square Louis-Magne, (22) avenue Maréchal de Lattre-de-Tassigny, (23) cour de l'Hôtel des Postes, (24) rue du 4 septembre, (25) commissariat de Police (26) place Franklin-Roosevelt, (29) impasse Gaston-Faure, (32)(34) place du Maréchal-Leclerc.

La réunion constitutive des M.U.R. (Mouvements unis de résistance) à laquelle participa André Boissière, alias « Berthou », premier responsable des M.U.R. en Dordogne, se tint en avril 1943. Par la suite, les chefs des principaux mouvements se réunirent à Périgueux, au 9 rue de Metz 18, pour réaliser la fusion qui devait donner naissance aux M.U.R. ou A.S. (Armée secrète).

Périgourdins en Résistance

Ces groupes sont encore très restreints et ne sont constitués que de « légaux », c'est-à-dire des gens qui, tout en participant directement – constamment ou occasionnellement – à l'action menée par la Résistance, n'ont rien changé, au moins en apparence, à leur vie professionnelle et familiale. Ces « soutiers de la gloire », selon Pierre Brossette, ont largement contribué à la diffusion de la presse clandestine, pleinement participé aux chaînes et réseaux d'évasion, à la fourniture de points de rencontre pour des réunions, de caches pour du matériel, ...

La rue André-Saigne 5 honore la mémoire de ce militant socialiste, résistant de la première heure au sein du mouvement *Combat*, arrêté le 16 mai 1943, interné à la caserne du 35^e RAD à Périgueux, transféré à Limoges, puis au fort de Romainville, ensuite à Compiègne, enfin, à Buchenwald. Arrivé le 21 janvier 1944, il y décède le 22 mars, à 60 ans, restant un des plus beaux exemples de droiture, de courage, de désintéressement et de patriotisme.

La caserne de gendarmerie, 58 boulevard Bertran de Born 9, porte le nom du chef d'escadron Joachim Clech, commandant de la compagnie de la Dordogne, résistant de la première heure qui mène ses activités clandestines tout en s'efforçant de donner le change à sa hiérarchie et aux tenants du régime de Vichy. Arrêté, à Périgueux, le 6 juillet 1943, probablement à la suite d'une dénonciation, interné à Périgueux, puis au Pré-Pigeon d'Angers et au camp de Compiègne-Royallieu, déporté, le 27 janvier 1944, au camp de Buchenwald, puis à Ellrich, il meurt d'épuisement à Bergen-Belsen le 11 avril 1945. L'école située 20 rue Louis Blanc porte le nom d'André Boissière 16 instituteur, responsable de l'Armée Secrète Dordogne-Centre, arrêté le 13 mai 1943, interné à Périgueux au 35^e, à Limoges et à Romainville, transféré, le 2 octobre 1943, au Mont-Valérien, où il fait partie des 50 otages fusillés ce jour-là.

